

MEMORANDUM SAWA

NON, NO, NON, NO

- Nous avons supporté et aujourd'hui il est temps que tout change ;
- Nos ancêtres longtemps bien avant nous ont imaginé un Cameroun où toutes les communautés peuvent se mouvoir et interagir en toute quiétude et nous osons croire que cela puisse encore être envisageable ;
- Le rubicon a été franchi et nul ne saurait nous reprocher de clamer à haute voix que la spirale est mauvaise et dangereuse ;
- Nous avons supporté et aujourd'hui il est temps que tout change ;
- Nous avons rêvé d'un pays où le vivre ensemble est la valeur universelle ;
- Nous avons rêvé d'un pays où toutes les communautés s'épanouissent ;
- Le littoral est la principale victime du vivre ensemble ;
- Nulle part ailleurs dans ce pays les particularités du littoral ne sont vécues ;
- Le littoral est en effet devenu le laboratoire du vivre ensemble et de la manifestation des intérêts égocentriques des groupes de pressions et lobbies aux intentions lugubres et viscéralement hégémoniques ;
- Ce qui est concevable au littoral est une pure alchimie partout ailleurs.
- Nous martelons nuits et jours notre mécontentement et la somme des frustrations dont nous sommes victimes dans ce pays mais personne ne semble être à l'écoute ;
- L'Homme SAWA s'est manifesté par son caractère singulièrement résilient et accueillant mais aujourd'hui nous suffoquons de jours en jours par l'effet d'actions de mains obscures. Ceux-ci œuvrent en complicité passive avec certains acteurs qui y voient une source de manifestation de leurs intérêts égocentriques ;

Les souffrances et meurtrissures du SAWA sont factuelles mais d'aucuns semblent les ignorer à dessein pour quel but on ne saurait effectivement y répondre.

Que devient le **MOUNGO** ?

Que devient le **WOURI** ?

Que devient le **NKAM** ?

Que devient la **SANAGA MARITIME** ?

Juste des territoires et villes zombifiés victimes de l'exploitation abusive des ressources naturelles et du désordre urbain au détriment des peuples autochtones.

Que gagne le SAWA dans la multitude des projets initiés au littoral? Cette question ne saurait avoir une réponse positive car les faits sont perceptibles et démontrent à suffisance que rien ne fonctionne dans l'intérêt du SAWA.

Qu'a fait l'Homme SAWA pour mériter un tel mépris ?

Personne ne saurait apprendre au SAWA la résilience et le vivre ensemble, car nous avons su adopter ces attitudes depuis belle lurette dans ce pays et personne ne peut le contester.

Quelle région du Cameroun, laquelle, quelle région peut démontrer la réciprocité du vivre ensemble appliqué en terres SAWA avec un seuil d'exactitude même relativement similaire ? Aucune bien évidemment car ce qui se vit au littoral est utopique ailleurs.

Les principales villes de la région du littoral comme toutes les grandes métropoles économiques du monde entier subissent une émigration économique. Les peuples allogènes au littoral y sont pour le désir profond d'assouvir leur objectif d'essor économique pour la majorité.

Les peuples du littoral ont été victimes d'expropriation abusives et illégales par les colons qui n'ont pas su réparer les préjudices causés par leurs actes.

Comme si cela ne suffisait pas certains parmi nos propres compatriotes ont pris le relais de l'opresseur sous le prétexte des luttes indépendantistes pour massacrer les populations autochtones du Mounjo dans l'optique de les déposséder de leurs terres. Justice doit être rendue à cet effet.

La carte politique qui se dessine aujourd'hui s'avère être une fumisterie qui ne profite pas aux SAWA au point où on peut clairement se poser la question de savoir : qui a planifié la disparition et la mort politique des peuples SAWA ? Comment est-ce possible ? Qui pour donner les leçons du vivre ensemble aux SAWA ? Qui pour donner les leçons de démocratie aux SAWA ? Qui pour donner les leçons de résilience aux SAWA ? Qui pour apprendre aux SAWA la nécessité du sens de l'intérêt commun ?

Les faits sont têtus et les chiffres sont clairs l'aire géographique SAWA s'est accommodée aux institutions avec élégance abnégation et résilience mais n'a pas été protégée autant qu'il fût nécessaire :

- ✓ Sur 19 députés le Littoral se retrouve avec 10 députés autochtones et 9 députés allogènes soit 47,36% de sièges perdus selon le principe du vivre ensemble et de la démocratie à géométrie variable. Ce qui est utopique ailleurs se réalise au littoral.
- ✓ Sur 06 députés, le Mounjo compte 02 députés autochtones et 04 députés allogènes soit une perte sèche de 67% selon le principe du vivre ensemble et de la démocratie à géométrie variable.
- ✓ Sur 09 députés dans le Wouri 04 sont autochtones et 05 allogènes soit une perte de 66% selon le principe du vivre ensemble et de la démocratie à géométrie variable.
- ✓ Le littoral compte aujourd'hui 08 sénateurs autochtones et 02 allogènes sur 10 soit 20% de sièges perdus selon le principe du vivre ensemble et de la démocratie à géométrie variable.
- ✓ Dans le Wouri sur 05 maires 03 sont autochtones et 02 allogènes soit 40% de sièges perdus selon le principe du vivre ensemble et de la démocratie à géométrie variable.
- ✓ A Nkongsamba sur 03 mairies d'arrondissement 01 seul poste de maire revient aux autochtones contre 02 aux allogènes. Soit une perte de 67% selon le principe du vivre ensemble et de la démocratie à géométrie variable
- ✓ Le littoral ne dispose que de 04 Ministres ce qui peut être questionnable en comparaison directe à d'autres régions dont la participation effective à la croissance du PIB au Cameroun est nettement moindre.
- ✓ Le nombre de Directeurs Généraux d'entreprises publiques ou parapubliques est marginal et cette situation est transposable au nombre de secrétaires d'Etat, de généraux d'armée etc.....

Ces chiffres parlent d'eux-mêmes et décrivent une réalité factuelle dont les contours présentent le visage de la démocratie telle que vécue et subie par les peuples autochtones du littoral. L'histoire politico économique du Cameroun démontre que les Sawa ont été parmi (voir) les précurseurs dans ce pays en matière politique (**Signature du Traité Germano-Duala le 12 Juillet 1884**) mais également l'implication syndicale et politique des acteurs de premier plans.

Le chapitre post électoral de 1997 avec le contrôle des mairies du Wouri par les allogènes et l'ensemble des réactions qui s'en sont suivies constituent l'un des points de départ de la disparition politique programmée des Sawa. La constante est que les calculs politiques ne peuvent pas être similaires dans les grandes agglomérations comme celles du littoral avec ceux des régions aux taux d'émigration faibles voir presque nuls. Ces villes subissent une émigration poussée des populations en quête du bien-être et mieux vivre. Cette situation n'empêche pas le respect des équilibres sociologiques qui doit prendre en compte la représentativité des populations autochtones dans les instances décisionnelles politiques et administratives.

Les nominations successives et outrageusement suspectes des chefs allogènes dans certaines contrées (**chef de 3^e degré quartier 04 Mikombe canton Manehas dans l'arrondissement de Manjo, chef de 3^e degré du quartier Besseke à douala 4^e, chef de 3^e degré à Mbanga**) constituent des actes de provocations pures et simples dont le but inavoué et l'intention à dessein demeurent naturellement flous et peu perceptibles. Leur légitimité est contestée car les populations ne se reconnaissent pas en eux. Ils n'ont ni de près ni de loin aucune proximité culturelle, coutumière, linguistique généalogique et même mystique avec ces populations autochtones. Curieusement ils réclament abusivement et malencontreusement la régence avec la complicité active des autorités administratives locales.

Le non prise en compte des intérêts supérieurs des Sawa en ces temps où le Cameroun traverse tous les soubresauts ne serai à juste titre qu'une erreur fatale. Oui nous croyons en un Cameroun où tout le monde peut aspirer à un meilleur environnement d'égalité de chances aux attentes communes de bien vivre et de bien-être.

Considérant le désir ardent du président de la république son excellence Paul Biya de léguer à la postérité un Cameroun creuset de prospérité et de la démocratie, il urge plus que jamais de voir toutes ces récriminations changer dans le sens de rétablir les équilibres. Oui, justice doit être rendue et l'homme Sawa doit être reconsidéré et recouvrer sa dignité.

REVENDEICATIONS

- 1- La question foncière doit être réglée par la rétrocession des terres injustement arrachées aux peuples autochtones du littoral.
- 2- L'Etat doit indemniser les populations victimes d'expropriations de terres pour quelque cause que ce soit.
- 3- L'Etat doit surseoir purement et simplement les décisions controversées relatives à la désignation des chefs allogènes dans les territoires de commandement querellés.
- 4- L'augmentation du nombre de départements (08), l'augmentation du nombre de sièges à l'assemblée nationale (30) ainsi que des mairies d'arrondissements.
- 5- Les investitures aux mandats électifs des maires, députés, sénateurs et autres élus locaux dans le littoral doivent exclusivement être accordées aux populations autochtones.
- 6- Vu l'implication et la contribution significative au développement de ce pays, nous réclamons plus de ministres au sein du gouvernement (08).
- 7- un accroissement significatif du nombre d'officiers supérieurs et de généraux d'armées issus du littoral s'avère nécessaire et impératif pour rétablir les équilibres
- 8- les jeunes Sawa doivent également être présent dans les administrations publiques autant que ceux issus d'autres régions.
- 9- Nous réclamons une deuxième université d'Etat pour faire face au trop plein d'effectif à l'université de Douala et la présence des nôtres aux postes de décisions.
- 10- Nous réclamons des routes reliant tous les arrondissements du littoral de part la contribution du littoral à la croissance du PIB du Cameroun.
- 11- Nous réclamons l'accès équitable à l'eau et à l'électricité dans le littoral.
- 12- Nous réclamons l'amélioration de la carte sanitaire dans les contrées reculées.
- 13- Les contrées dont les ressources naturelles sont exploitées doivent bénéficier d'un impôt de développement direct destiné à l'amélioration du cadre et des conditions de vies des populations locales.

L'ensemble de nos singularités communautaires font de notre cher et beau pays une exception planétaire. Sachons protéger ce que nous avons comme bien le plus précieux à savoir un pays uni et riche dans sa diversité.

Pour le collectif des indignés SAWA : Eboule Essambe

Douala, le 04 septembre 2020